

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Le député estime-t-il qu'il y a lieu de nous étendre davantage sur cette question?

M. Bell: Monsieur l'Orateur, je remercie le premier ministre d'avoir répondu à ma question. Devons-nous inférer de sa réponse que nous vivons sous le gouvernement d'un seul, ou que les ministres ont peur de se lever ici à la Chambre et de répondre de leurs actes?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Je suis sûr que le très honorable premier ministre aimerait répondre à cette question. (*Exclamations*)

A l'ordre, s'il vous plaît. Je crois que le député de Burnaby-Seymour aimerait poser une question complémentaire. (*Exclamations*)

A l'ordre, s'il vous plaît. Passons plutôt à une autre question.

M. Ray Perrault (Burnaby-Seymour): Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au président du Conseil privé, étant donné l'absence du chef de l'opposition et du député de Prince Albert aujourd'hui, si l'opposition officielle a établi une liste de présence?

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous en prie.

M. Robert Muir (Cape Breton-The Sydneys): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire qui fait suite à celle du député de Cumberland-Colchester-Nord et j'aimerais la poser à mon très honorable vis-à-vis. Puisqu'il s'agit de pollution de l'air et de gaz nocifs qui se répandent dans l'atmosphère, provoquant parfois la mort par asphyxie, le premier ministre voudrait-il nous dire si l'on ne pourrait pas charger le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources de procéder à une enquête?

Le très hon. M. Trudeau: Oui, monsieur l'Orateur, j'en parlerai aux fonctionnaires de ce ministère.

LA PÊCHE

L'ACHAT DE MORUE SALÉE POUR LE BIAFRA

A l'appel de l'ordre du jour.

M. John Lundrigan (Gander-Twillingate): Monsieur l'Orateur, j'aimerais sortir le premier ministre du pétrin. Il semble fatigué. Nous le sommes aussi un peu. Le ministre des Pêcheries est-il disposé à répondre à la question que son secrétaire parlementaire a tenue pour préavis hier? J'avais demandé si l'achat de cinq millions de livres de poisson de la région atlantique entraînerait une augmentation du prix pour les pêcheurs de l'Atlantique?

[Le très hon. M. Trudeau.]

L'hon. Jack Davis (ministre des Pêcheries): Monsieur l'Orateur, le gouvernement fédéral est sur le point d'acheter, si ce n'est déjà fait, quelque 20 p. 100 de la production d'une année de ces pêcheurs. C'est une imposante quantité de poisson, qui est présentement achetée aux prix du marché. J'ignore ce qui arrivera au prix du marché dans l'avenir immédiat, mais j'espère que l'initiative du gouvernement contribuera à raffermir le prix en général sur les marchés du monde.

M. Lundrigan: Monsieur l'Orateur, est-ce le gouvernement canadien qui achète ce poisson destiné au Biafra ou la collectivité commerciale de l'Atlantique?

L'hon. M. Davis: Le gouvernement canadien achète le poisson par l'intermédiaire de diverses agences terre-neuviennes, notamment la Newfoundland Associated Fish Exporters Limited, la Canadian Atlantic Salt Fish Exporters Association et plusieurs autres associations et sociétés particulières qui font ce commerce.

LES RELATIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES

L'AIDE À L'ENSEIGNEMENT POST-SECONDAIRE DANS LES PROVINCES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, j'ai une autre question qui découle des relations fédérales-provinciales. Le très honorable premier ministre voudrait-il faire connaître à la Chambre les intentions du gouvernement au sujet de l'aide accordée aux institutions d'enseignement post-secondaire comme les universités? Envisage-t-il de la supprimer ou d'en changer les modalités?

Le très hon. P.-E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, cette aide fait l'objet d'un accord conclu dans le passé entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux et qui est toujours en vigueur.

LES FINANCES

LE COÛT DE L'EMPRUNT À COURT TERME

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Donald MacInnis (Cape Breton-East Richmond): Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre des Finances, puis-je poser une question au ministre des Postes, à titre de président suppléant du Conseil du Trésor. Combien l'emprunt de 100 millions pour 11 jours a-t-il coûté au gouvernement?